

LARUE (M. Raymond), *Député de la Vienne (U. F. F.)*.

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 192). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de comptabilité [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des affaires étrangères [16 novembre 1956] (p. 4767); de la Commission des affaires économiques [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Secrétaire de la Commission de comptabilité [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 23 mai 1956, une proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée Nationale, n° 1913. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la taxe compensatrice à l'importation de machines à fabriquer les brosses et balais, n° 4914.

S'excuse de son absence [7 mars 1958] (p. 1302). — Obtient un congé [7 mars 1958] (p. 1302).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [13 mai 1958] (p. 2252).

LARUE (M. Tony), *Député de la Seine-Maritime (1^{re} circonscription) (S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161); et membre titulaire de cette Commission [2 juillet 1957] (p. 3112), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [29 février 1956] (p. 572); du Comité de gestion du fonds de soutien des hydrocarbures ou assimilés [12 novembre 1957] (p. 4710).

Dépôts :

Le 20 décembre 1956, une proposition de loi tendant à la création d'une Ecole nationale de

comptabilité, n° 3639. — Le 22 janvier 1957, une proposition de loi tendant à instituer dans le cadre de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 et de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 un corps permanent de surveillants des ponts et chaussées, n° 3840. — Le 25 juillet 1957, un avis en application de l'article 57 bis du règlement au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des exploitations gazières non nationalisées, n° 5645. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) Annexe n° 12 : rapport sur les crédits de l'Industrie et du Commerce, n° 6609.

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} Bureau sur les opérations électorales du département de l'Ain [19 janvier 1956] (p. 5). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la suspension de taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 mars 1956] (p. 1019, 1020); Article unique : *Son amendement (impossibilité pour le Gouvernement de procéder à de nouvelles détaxations)* (p. 1020); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-42 : *Ses observations sur le statut des surveillants des ponts et chaussées* [12 juin 1956] (p. 2515); — du projet de Loi DE FINANCES pour 1958 : *Adaptation du régime fiscal des décotes ou dotation sur les stocks; aggravation des inégalités fiscales* [17 décembre 1957] (p. 5444); deuxième partie, Crédits d'investissements, INDUSTRIE ET COMMERCE, en qualité de *Rapporteur spécial : Subvention au fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale; subvention au bureau de recherches géographiques, géophysiques et minières; subventions pour encourager les améliorations techniques; financement de la recherche du pétrole en France* [10 mars 1958] (p. 1425, 1426); Art. 22 : *Construction de pipe-lines; demande de disjonction de M. Goudoux* (p. 1428).